



LORIENT

Le rédacteur de cette fiche, Terres en villes, a pris le parti de présenter en cette fin 2015, la situation des politiques publiques agricole et alimentaire conduites par les intercommunalités d'agglomération et les institutions des territoires de projet qui leur sont liés (pays, pôles métropolitains, syndicats mixtes de SCoT...).

Le territoire lorientais

L'agglomération lorientaise est la troisième agglomération bretonne.

« Dans les années 1980, le Pays de Lorient a connu la crise de la pêche, la baisse de la présence militaire, la réduction du plan de charge de l'Arsenal, la fermeture de la Base de sous-marins. C'était la fin d'une époque caractérisée par la prépondérance de la commande publique dans l'activité économique locale. (...) »

La mer dessine le passé mais aussi le futur économique de l'agglomération. Construction navale, produits de la mer, nautisme, activité portuaire, sécurité en mer, sont des axes forts de développement économique, adossés à un développement de l'enseignement supérieur et de la recherche professionnalisant. Tout en prenant appui sur ses atouts naturels et ses activités existantes, l'agglomération encourage le développement d'activités nouvelles. Les matériaux carbonés, l'électronique, l'image et la communication sont quelques exemples de réussites de cette diversification. L'agglomération encourage également la diversification de l'économie rurale : agriculture biologique, agrotourisme, agriculture durable. » <http://www.lorient-agglo.fr/Le-Pays-de-Lorient.1157.0.html>

Créée en en janvier la Communauté d'agglomération qui a pris le nom de Lorient Agglomération en 2012 est l'héritière du SIVOM du Pays de Lorient (1993) et du District (1990). Lorient agglomération a intégré le 1er janvier 2014 la communauté de communes de la région de Plouay.

Le Pays de Lorient (qui est aussi le périmètre du SCoT) n'est ni un échelon administratif, ni une collectivité territoriale. C'est le périmètre de projet commun entre Lorient agglomération et la communauté de communes de Blavet-Bellevue-Océan (5 communes).



Chiffres clés

→Lorient Agglomération

25 communes, 209 987 habitants

787.7 km², 285 hab./km²

→Pays de Lorient

30 communes, 217 166 habitants

851.31 km², 241 hab./km²

Les principales orientations stratégiques du territoire

Les objectifs du SCOT

La SCoT approuvé en 2006 est actuellement en révision pour mise en conformité avec les Lois Grenelle. Le PADD a privilégié trois objectifs :

Assurer l'avenir d'une économie née de la mer

- Fonder notre économie sur nos secteurs d'activités fondamentaux
 - Dynamiser l'économie dans une gestion globale du territoire
 - Conforter les conditions de notre attractivité
- Fonder notre cohérence territoriale sur l'eau, grâce à la mer, à la rade et aux vallées
- Affirmer l'eau comme élément structurant du terri-

toire

Préserver notre capital environnemental Intégrer la gestion de l'eau dans tous nos choix d'aménagement

Mettre la qualité de la vie quotidienne au service de notre projet de société

- Adapter l'offre d'habitat aux ambitions du Pays de Lorient
- Économiser l'espace et maîtriser les déplacements
- Assurer la qualité du cadre de vie

Rn Pat
Gouvalim II
Frugal



décembre 2015



fondation
daniel & nina carasso
sous l'égide de la Fondation de France

Les objectifs du Pays de Lorient

Le projet du Pays de Lorient est décliné en trois axes stratégiques sur lesquels travaillent trois commissions :

- **Économie** : aménager un espace économique dynamique respectueux d'un développement équilibré ;
- **Environnement** : valoriser un territoire organisé autour de l'identité île-mer-rade-vallées
- **Social** : construire un pays solidaire pour une vie quotidienne de qualité et une personnalité culturelle forte.

Lorient agglomération n'affiche pas de projet stratégique de territoire. Son site Web renvoie pour cela au SCOT et au Pays.

• Président de l'agglomération :

Norbert Métairie, président, maire de Lorient

• Élu communautaire en charge de l'agriculture et de l'alimentation :

Tristan Douard, Vice-Président en charge de l'économie, des zones d'activité et de l'urbanisme commercial



Prix moyen des terres agricoles de Lorient

0,35 €/m² (soit 3 500 €/ha)

Prix moyen des terrains bâtis

Non identifié



239 685 habitants à l'horizon 2037 (projection centrale)



(périmètre SCOT)

Source : Insee, AUDELOR

Prise en compte de l'agriculture dans les projets de territoire

Les grandes orientations de la charte agricole du pays de Lorient (2001) ont été reprises dans le SCOT. A l'occasion de sa révision, un important travail de diagnostic des espaces agricoles stratégiques à préserver est en cours.

Pendant longtemps la politique agricole du Pays de Lorient était assez peu portée par les élus de l'agglomération. Elle est aujourd'hui devenue plus stratégique avec l'extension du périmètre aux communes rurales de la région de Plouay.

Type 4 : Le développement agricole périurbain

- Une agriculture périurbaine diversifiée, ancrée aux territoires et aux dynamiques urbaines
- Des politiques de développement agricole qui mobilisent les atouts du contexte périurbain
- Des réseaux d'acteurs pluriels

Ce classement typologique est encore d'actualité

Typologie Terres en villes 2011

L'agriculture & l'agglomération lorientaise

Source Audélor, Notes de l'observatoire territorial

L'agriculture dans le Pays de Lorient est diversifiée. Le maraîchage se situe principalement sur le littoral (communes de Plouhinec-Erdeven), la production de légumes industriels sur les communes de Kervignac, Lanester, la production hors sol (principalement le poulet) sur les communes de Languidic, Riantec, Lochrist, Inguiniel. La majorité des exploitations sont spécialisées en élevage bovin-lait. L'agriculture biologique, plus végétale, est présente de façon plus importante sur ce territoire que dans d'autres pays bretons ou qu'en France. Enfin, on n'oubliera pas la présence de l'activité de pêche, d'ostréiculture qui est une composante de l'agriculture.

Importante économiquement et en terme d'emploi, l'agriculture est de plus en plus sociétaire. Sa Production Brute Standard est plus élevée que dans les autres pays environnants. Même si le nombre d'exploitations s'est réduit de 35 % en 10 ans, cette baisse a été moins importante que dans d'autres territoires bretons et le nombre de salariés du secteur agricole a même augmenté.

L'évolution semble être le reflet de nouveaux modes de commercialisation (circuits de proximité, diversification) aidée par une politique locale agricole engagée dès le début des années 2000. Cette agriculture est à la base des activités de transformation des entreprises agroalimentaires très présentes en Bretagne.

La transmission, l'installation des agriculteurs ainsi que la maîtrise du foncier sont des enjeux importants du territoire.

Le projet agricole local :

L'élaboration de la charte agricole de Lorient Agglomération signée en 2001 est l'acte fondateur de la politique agricole intercommunale. Elle est centrée sur trois objectifs :

- **La politique agricole** : mettre en œuvre une politique agricole pour une activité dynamique et diversifiée qui cherche à diminuer les pressions foncières, installer des jeunes exploitants et diversifier les activités et modes de production
- **La protection de l'environnement** : favoriser toutes les actions concourant à la préservation de l'environnement et des paysages afin de préserver la qualité de l'eau et de l'air, de valoriser le patrimoine naturel et bâti, de gérer en concertation la valorisation des déchets agricoles et urbains, de produire des énergies renouvelables
- **L'animation** : développer la communication et soutenir toutes les initiatives permettant d'accroître le dialogue entre les agriculteurs, les élus et les habitants de la Communauté d'Agglomération du Pays de Lorient en facilitant une plus grande connaissance des uns et des autres, en mettant en place des outils pour accroître la concertation et en animant des événements d'échanges.

Signée entre la Communauté d'agglomération et le Comité Régional de Développement Agricole, le Centre Départemental des Jeunes Agriculteurs, le Groupement de Vulgarisation Agricole, la FDSEA, l'ASADEA ainsi que le Groupement d'Agriculture Biologique du Morbihan, cette Charte a suscité de nombreuses actions et a permis la mobilisation de dispositifs européens (Interreg III B Espace Atlantique « Agate », Leader) et régional (appel à projet Bretagne « Pour une nouvelle Alliance Agricole »). C'est à la faveur de l'élaboration du dossier de candidature Leader en 2008 qu'apparaîtra la notion de filière alimentaire territoriale.

Les principales actions menées ont contribué à une meilleure prise en compte de l'agriculture dans le SCOT et une caractérisation des exploitations par des diagnostics de la qualité agronomique et la mise en place d'observatoires. Elles

ont aussi assuré un développement des outils de promotion des circuits courts (catalogue des producteurs, des clics fermiers, mise en réseau Proxim affaires) et initié de nombreuses études sur les pratiques de consommation, les marchés ou encore la faisabilité de certains projets.

La Charte agricole qui encadre également la filière alimentaire est actuellement évaluée par Terres en villes à la demande des signataires de la Charte. Et un état zéro 2015 de l'action spécifique en faveur de la filière alimentaire a été dressé par Terres en villes dans le cadre du projet " Co-construire une démarche de mise en œuvre et de gouvernance d'un système alimentaire durable des agglomérations et métropoles françaises" soutenu par la Fondation Carasso (appel à projet 2014).

L'alimentation et le territoire lorientais

Une étude sur la restauration collective réalisée en 2011 et complétée par un autre projet d'étudiants en 2014-2015 permet d'évaluer le volume de la restauration collective du Pays (15600 repas/jour, 2,7 M/an) et d'évaluer les pratiques en matière d'utilisation du bio et/ou du local. Quelques études ont été

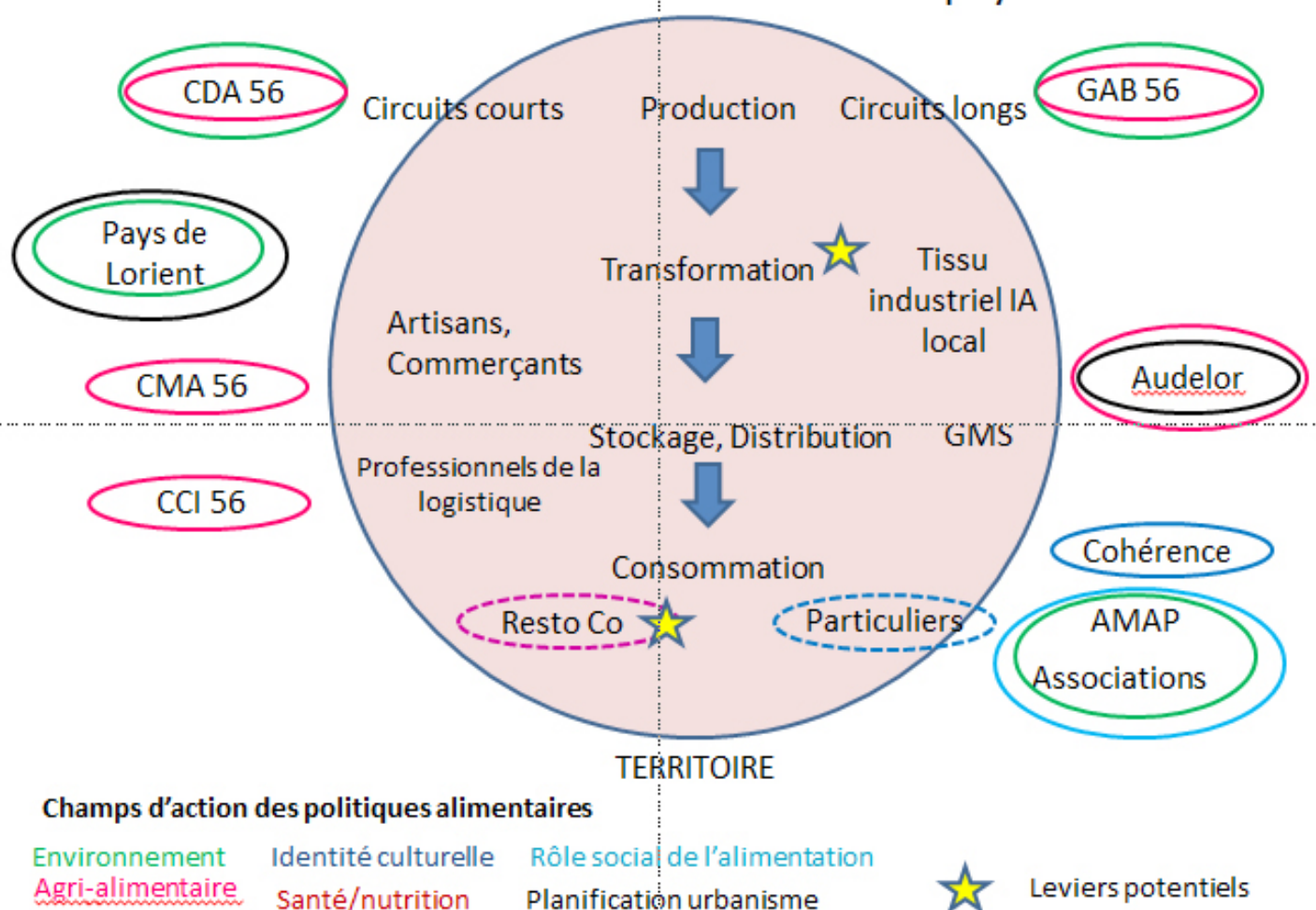
menées sur les GMS, le comportement des consommateurs en matière de circuits courts, le tissu agroalimentaire du pays qui représente environ 2500 emplois, ne fait pas l'objet de diagnostics.

Les principaux acteurs du système alimentaire local

Le schéma ci-dessous prend en compte les acteurs impliqués réellement ou potentiellement dans l'action dite « Filière alimentaire ». Il ne rend pas complètement compte des acteurs impliqués sur les autres champs de la nutrition santé, de l'accessibilité sociale ... Par exemple, l'association Optimism, association de maraîchage biologique à vocation d'insertion

sociale et professionnelle faisant partie du réseau Cocagne ou encore le CRISLA (centre de réflexion et d'informations sur la solidarité internationale et le développement durable) qui accompagne la réflexion citoyenne sur les pratiques alimentaires et organise depuis 2006 le festival AlimenTERRE sur le Pays de Lorient.

Schéma des acteurs de la filière alimentaire sur le pays de Lorient



L'état de la politique alimentaire d'agglomération

La Fiche Action 26 « Coopération des activités primaires en vue de leur valorisation et de leur développement » du dossier initial Leader du Pays de Lorient évoque pour la première fois le fait de « Développer avec tous les acteurs du producteur au consommateur, une filière alimentaire privilégiant les produits locaux » comme l'effet attendu. Cette innovation est un des résultats des échanges et de l'étude prospective qui préfigurait Leader conduite sur le pays de Lorient dans le cadre du projet Interreg IIIA Espace Atlantique Agate piloté par l'association des chambres d'agriculture de l'Arc Atlantique (AC3A). La communauté d'agglomération était partenaire du projet.

En 2011, le projet Leader axé sur l'agriculture a dû être ouvert à d'autres secteurs d'activité, faute de consommation suffisante des crédits et faute de projets agricoles. Il faut dire que la possibilité d'aider financièrement les projets individuels ne fut finalement pas retenue. Ce recentrage privilégia pour le volet agri-

cole, l'action en faveur de la filière alimentaire dont l'animation fut confiée à la chambre d'agriculture du Morbihan.



Le comité professionnel Filière Alimentaire Locale a été mis en place en 2011. Il comprend les signataires de la Charte ainsi que les autres chambres consulaires, une représentante des AMAP et des acteurs économiques peu présents ces derniers temps. Plusieurs actions comme le salon Proxim'Affaires, la création d'un catalogue de producteurs, les « clics fermiers », des études ont été conduites dans le cadre de Leader. Mais le projet de Filière Alimentaire Local n'arrive pas à mobiliser les acteurs économiques les plus importants et il ne semble pas encore avoir atteint un degré de maturité suffisant en termes de stratégie à mettre en place.

Quant à la politique alimentaire de Lorient Agglomération, elle reste limitée à l'entrée économique.

→ Attentes des acteurs locaux

Lorient Agglomération

...vis-à-vis des chercheurs

Attente de méthodologie pour identification des flux alimentaires et mobilisation des industries agro-alimentaires (IAA) et de la grande et moyenne surface (GMS).

...vis-à-vis de Terres en villes

Rendre applicables les résultats des projets

Chambre d'agriculture du Morbihan

...vis-à-vis des chercheurs

Etre objectif,
Donner des pistes d'améliorations pragmatiques

...vis-à-vis de Terres en villes

Conduire les projets efficacement

→ Techniciens référents

◇ Pascal TOCQUER, Lorient Agglomération, chargé responsable développement rural agriculture - ptocquer@agglo-lorient.fr

◇ Manuela VOISIN, Chambre d'agriculture du Morbihan, responsable territoriale - manuela.voisin@morbihan.chambagri.fr

Autres techniciens ressources

◇ Reynald BAVAY, Agence d'Urbanisme et de Développement Economique du Pays de Lorient (Audelor), Directeur -

r.bavay@audelor.com

→ Bibliographie provisoire

◇ Conseil de Développement, Rapport sur les enjeux agricoles, alimentation et transition énergétique, 2009

◇ AUDELOR, Notes de l'observatoire agricole n° 53, 54, 55

◇ GAB 56 et CDA 56, Développement de l'approvisionnement de la restauration collective en produits locaux et biologiques, 2011, 68p

◇ Fiches actions du programme LEADER 2009-2015 sur le Pays de Lorient

◇ Cibles et stratégies, Enquêtes sur les Circuits Courts, 2006

◇ SOUCHARD Nadine, Les habitants périurbains de la communauté d'agglomération de Lorient - Usages et représentations d'un tiers espace, rapport d'étude, 2014

◇ Université Bretagne Sud, La consommation des produits alimentaires locaux - Etat des lieux dans la grande et moyenne distribution du Pays de Lorient, 2014

Les projets Frugal/Carasso/RnPAT

Les fiches territoire rédigées par Terres en villes sont les premiers livrables de la recherche-action PSDR4 Frugal ("FoRmes Urbaines et Gouvernance Alimentaire") dont Terres en villes est l'acteur référent et du projet du réseau "Co-construire une démarche de mise en œuvre et de gouvernance d'un système alimentaire durable des agglomérations et métropoles françaises" soutenu par la Fondation Daniel et Nina Carasso (2014). C'est aussi un premier apport au "Réseau national pour un Projet Alimentaire Territorial co-construit et partagé" (Rn PAT) copiloté par Terres en villes, chef de file et l'APCA dans le cadre de l'appel à projet 2015 du réseau Rural français.

Ces fiches souhaitent dresser un état zéro succinct des politiques publiques agricole et alimentaire d'agglomérations et de métropoles. Elles ont été réalisées grâce à une étude documentaire, des enquêtes auprès des personnes ressources et parfois des réunions locales avec les principaux acteurs. Une fiche est élaborée pour chaque agglomération ou métropole engagée dans l'un des projets, Gouvalim II, Frugal ou Rn PAT.

Lieu ressource des politiques agricole et alimentaire des agglomérations et métropoles françaises, Terres en villes vous souhaite bonne lecture et sera heureux de recueillir vos remarques et suggestions (serge.bonnefoy@terresenvilles.org).